

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 SAINT-ÉTIENNE

SAINT-ÉTIENNE, le 15/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APPIA LIANTS EMULSIONS RHONE ALPES AUVERGNE

3 rue HRANT DINK
69002 Lyon

Références : UID4243 MEA 023 0359
Code AIOT : 0006104999

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/11/2023 dans l'établissement APPIA LIANTS EMULSIONS RHONE ALPES AUVERGNE implanté Chemin du Moulin Tampon 42120 Perreux. L'inspection a été annoncée le 20/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPIA LIANTS EMULSIONS RHONE ALPES AUVERGNE
- Chemin du Moulin Tampon 42120 Perreux
- Code AIOT : 0006104999
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société APPIA LIANTS EMULSIONS était spécialisée dans la fabrication de liants routiers bitumineux. L'activité de fabrication n'est plus que ponctuelle depuis environ 15 ans; le site est actuellement utilisé comme station de stockage de liants pour les chantiers locaux.

APPIA LIANTS EMULSIONS souhaite transformer son usine actuelle en une usine bas carbone, en développant la fabrication de produits à partir de liant végétal en remplacement du bitume. Le site sera donc spécialisé dans la fabrication de liants végétal, à partir de sous-produit de l'industrie papetière.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 1977. Les évolutions en cours nécessiteront une mise à jour de la situation administrative du site. Pour ce faire, l'exploitant a déjà déposé un dossier en connaissance

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockages
- suivi du site (contrôle électrique, vérification des moyens de lutte contre l'incendie)
- gestion de l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockages	Arrêté Préfectoral du 20/12/1977, article 2-1	Sans objet
2	Stockages	Arrêté Préfectoral du 20/12/1977, article 2-4	Sans objet
3	Contrôle électrique	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2-7	Sans objet
4	Stockages	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2-11	Sans objet
5	Stockages	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.5	Sans objet
6	Risque incendie	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2	Sans objet
7	Eau	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.1.3	Sans objet
8	Eau	Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est cours de modification dans le cadre d'un projet de transformation en usine bas carbone, spécialisée dans la fabrication de liant végétal à base de produits de l'industrie papetière. Certaines activités classées ont été supprimées (chaudière gaz et fluide caloporteur / chargement de bitume fluxé pétrolier). En revanche les zones de stockage n'ont pas été modifiées et resteront inchangées dans le cadre du projet. Aucune non conformité n'a été relevée concernant cette activité et les conditions de suivi du site (contrôle électrique, vérification des appareils de lutte contre l'incendie, gestion des eaux pluviales, contrôle des température et niveau des cuves de parc).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/1977, article 2-1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de liquide inflammable
Prescription contrôlée : - un mur de hauteur minimum 0.75 m sera implanté en bordure du canal, au droit de la prise d'eau et ce, afin de parer à tout déversement accidentel en cours de dépotage, - en outre, les cuves de stockage seront équipées d'un niveau de sécurité haut arrêtant automatiquement la pompe de remplissage.
Constats : Le bief passant sous l'usine est busé et la partie nord-ouest de l'usine a été recouverte d'un enrobé. La prescription relative au muret est donc devenue obsolète.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/1977, article 2-4
Thème(s) : Risques accidentels, Emulsions et liants
Prescription contrôlée : Lors de la fabrication et à partir du pupitre de commande, les contrôles suivants devront être assurés : - contrôle des températures de fabrication des bitumes fluxés et des émulsions, - contrôle des niveaux des cuves de stockage. Les cuves de stockage des bitumes fluxés et d'émulsions seront équipées d'un niveau de sécurité haut arrêtant automatiquement le groupe de fabrication.
Constats : Le site est en cours de mutation. Le système de maintien en température des cuves a été modifié. La chaudière gaz avec le circuit de fluide caloporteur ont été remplacés par un chauffage électrique. Ainsi tous les branchements ont été remplacés et un nouvel automate a été mis en place. Le jour de l'inspection, il a été constaté que les données relatives à la température des cuves et aux niveaux hauts sont reportées dans le local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2-7
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle électrique
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre vi du titre ii du livre ii de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter les deux derniers rapports du Bureau Veritas qui est intervenu les 04/02/2022 et 05/07/2023. Aucune non-conformité majeure n'a été relevée. Les constats portent essentiellement sur l'étiquetage, l'affichage, la mise à jour des plans et schémas. Un certain nombre de constats sont devenus obsolètes compte tenu de la transformation en cours des installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 2-11
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité des rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou à double enveloppe avec une détection de fuite. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres

<p>Constats :</p> <p>Les zones de stockage n'ont pas été modifiées et resteront inchangées dans le cadre du projet en cours.</p> <p>Les cuves de liants, émulsions et bitumes sont situées dans une rétention maçonnée séparée en compartiments. Chaque compartiment représente une capacité de rétention d'au moins 50% de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>La cuve d'acide chlorhydrique est stockée dans une rétention séparée.</p> <p>Les autres produits sont réceptionnés en petits contenants (fûts et containers). Ils sont stockés sous abris et sur des bacs de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Stockages

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les sociétés APPIA disposent d'un état des stocks des produits (matières premières et produits finis) actualisé chaque dernier jour du mois. L'exploitant a été en mesure de présenter l'état des stocks du mois de septembre 2023. Il permet de visualiser la quantité stockée.</p> <p>Un autre tableau synthétique mis à jour dans le cadre du PAC déposé récemment fixe la liste exhaustive des produits stockés sur site ainsi que leur nature avec les mentions de danger.</p> <p>Les FDS sont disponibles sur le réseau informatique. L'inspection a vérifié la FDS du Peral 417. Cette FDS a été mise à jour en dernier lieu le 15/11/2019. Elle est donc obsolète (cf. observation ci-dessous).</p> <p>Les plans fournis dans le PAC permettent de visualiser l'emplacement des stockages. <i>Un plan des stockages devra être mis à jour et annexé aux documents relatifs aux produits stockés (état des stocks/nature des produits).</i></p>
<p>Observations :</p> <p>Rappel réglementaire concernant les FDS :</p> <p>La fiche de données de sécurité (FDS) est l'outil essentiel pour la transmission d'information sur la chaîne de distribution des produits chimiques dangereux (avec pictogramme).</p>

L'annexe II du règlement REACH a été modifiée par le règlement (UE) n°2020/878 concernant les exigences relatives au contenu des fiches de données de sécurité (FDS).

Le règlement (UE) n°2020/878 est applicable depuis le 1er janvier 2021. Il prévoit une période de transition jusqu'au 31 décembre 2022 pendant laquelle 2 formats de FDS peuvent être fournis.

Depuis le 1er janvier 2023 :

- les FDS révisées avant le 1er janvier 2021 sont obsolètes et l'exploitant doit contacter son fournisseur pour obtenir rapidement la mise à jour,
- les FDS révisées après le 1er janvier 2023 doivent toutes être conformes au règlement (UE) n°2020/878,
- pour les FDS révisées entre le 1er janvier 2021 et le 1er janvier 2023, l'exploitant doit pouvoir justifier que la FDS est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications des moyens de lutte

Prescription contrôlée :

Les différents matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment:

a) Pour toutes les installations :

- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.

Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Constats :

L'exploitant a pu présenter les deux derniers rapports de vérification datés des 31/03/2023 et 28/02/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.

Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni

d'un dispositif de protection suffisant évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.
<p>Constats :</p> <p>L'usine est alimentée exclusivement par le réseau AEP. Elle est dissociée de l'agence travaux localisée sur le même site et dispose donc de son propre compteur d'eau.</p> <p>L'eau entre dans le process de fabrication pour élaborer les émulsions.</p> <p>Le compteur est relevé mensuellement et l'exploitant tient à jour un registre. Selon l'exploitant le raccordement est protégé par un dispositif anti-retour (non vérifié lors de l'inspection).</p> <p>Selon les relevés des deux dernières années, la consommation pour le process s'élève à environ 700 m³.</p> <p>On note que l'agence travaux utilisent également l'eau de l'usine pour leurs chantiers. La consommation est évaluée à environ 250 à 300 m³.</p> <p>Ces données relèvent d'une évaluation rapide, sans vérification de la représentativité des années choisies.</p> <p>Ces données devront être affinées dans le cadre de la nouvelle activité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 05/12/2016, article 5-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduelles des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux pluviales sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE s'il existe. Au préalable, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'activité ne génère pas de rejets d'eau de process. Les eaux collectées sur le site sont uniquement des eaux de ruissellement. Elles transitent par déboureur-séparateurs d'hydrocarbures avant rejet au fossé. Une fois par an, la SARP effectue un prélèvement pour analyses et procède au nettoyage du séparateur.</p> <p>Les dernières analyses (de décembre 2022) présentaient des résultats conformes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite